



Analyse des effets de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique sur la croissance économique de la zone UEMOA

Analysis of the effects of trade openness and political stability on economic growth in the UEMOA zone

Abdoulaye MAÏGA

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) – Mali

Souaïbou Samba Lamine TRAORÉ

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) – Mali

Ibrahima SANOGO

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) – Mali

Abdoulaye SOUMAÏLA MOULAYE

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) – Mali

Amadou BAMBA

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) – Mali

Résumé : L'objectif de ce travail est d'analyser les effets de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique sur la croissance économique dans la zone UEMOA durant la période 1990-2021. Après les tests de stationnarité, le modèle GMM proposé par Arellano and Bond (1991) a été choisi pour faire l'estimation. A l'issue de ces analyses, les résultats ont montré que le taux d'ouverture et la stabilité politique ont des effets positifs et significatifs sur la croissance économique. Le taux d'ouverture est significatif à un niveau de confiance de 5%, suggérant que l'ouverture économique peut favoriser la croissance économique. Quant à la stabilité politique, elle est statistiquement significative à un niveau de confiance de 5%, ce qui suggère qu'un environnement politique stable peut favoriser une croissance économique plus soutenue.

Mots-clés : Ouverture Commerciale ; Stabilité Politique ; Croissance Economique.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.10413209>

1. Introduction

Le début du XIXe siècle est marqué par l'émergence d'un phénomène majeur, à savoir la globalisation, qui incite les nations du monde à interagir afin de prospérer et atteindre une croissance économique souhaitée. Ce phénomène revêt une importance particulière car il concerne les échanges de biens et de services, les flux migratoires et les transferts financiers. Divers auteurs (Senhadji, 1999 ; Guillaumont, et al., 1999) ont ainsi étudié les répercussions de cette ouverture économique sur un pays et cherché à identifier les meilleures stratégies à adopter pour en tirer pleinement parti.

Les échanges internationaux ouvrent aux pays des opportunités d'accès à des marchés, connaissances et financements autrement inaccessibles. Sans eux, les pays devraient se reposer exclusivement sur leurs ressources internes et populations. Ces échanges permettent l'importation de biens et services nécessaires. Ils stimulent la circulation des connaissances et des technologies, et offrent l'accès aux marchés financiers mondiaux, favorisant ainsi le développement économique et le progrès global.

Quoique les conclusions des tout premiers travaux soient en faveur d'un effet positif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique (Karras, 2008 ; Karim et Attoumane, 2021) ; il existe toujours des controverses dans les débats sur ce sujet. En effet, certains auteurs affirment que l'ouverture commerciale pourrait avoir des effets néfastes sur la croissance économique (EKODO ; NGOMSI, 2017). La diversité des résultats empiriques pourrait être due à la différence dans les méthodologies utilisées et les indicateurs du commerce international.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) regroupe huit pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Fondée en 1994, cette organisation régionale vise à promouvoir l'intégration économique et monétaire en favorisant la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services au sein de la zone. Elle adopte une monnaie commune, le franc CFA, dont la parité est fixe avec l'euro et gérée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Grâce à ses politiques visant à stimuler le développement économique, à encourager l'investissement et à renforcer la stabilité financière et monétaire, l'UEMOA joue un rôle essentiel dans le renforcement de la coopération régionale en Afrique de l'Ouest et dans la poursuite du progrès socio-économique de ses membres.

Comme toute communauté économique régionale, l'UEMOA cherche à renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des États membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé et tirer mieux profit de ceux-ci. À cet effet, plusieurs politiques commerciales ont vu le jour comme le Tarif douanier commun, la suppression des barrières tarifaires, la facilitation des échanges, la promotion des investissements, l'harmonisation des politiques sectorielles. Toutes ces politiques ont principalement pour objectif la relance et la consolidation de la croissance économique des pays membres de l'UEMOA.

Disposant d'un marché assez ouvert sur lequel, le taux d'ouverture commerciale de l'Union a augmenté de 1,4 point de pourcentage pour s'établir à 26,2% en 2021, après une réalisation de 24,8% en 2020, en raison de la progression des échanges de biens et services (+14,8%) après le ralentissement observé en 2020 (Rapport sur le commerce extérieur au titre de l'année 2021).

Au regard de nombreux enjeux économiques mondiaux et l'instabilité politique de la sous-région, notre étude s'appuie sur une dynamique de relance des activités économiques et de la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'UEMOA. D'où tout notre intérêt pour analyser l'effet de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique sur la croissance économique dans la zone UEMOA. Par voie de conséquence, notre question principale se formule : Quels sont les effets de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique sur la croissance économique dans la zone UEMOA ?

De façon spécifique, il s'agira d'apporter des réponses aux interrogations suivantes :

- ✓ Quel est l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique ?
- ✓ Quel est l'effet de la stabilité politique sur la croissance économique ?

Notre objectif principal dans ce travail de recherche est d'analyser les effets de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique sur la croissance économique dans la zone UEMOA. Ainsi aurons-nous des objectifs spécifiques à savoir :

- ✓ Analyser l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique.
- ✓ Analyser l'effet de la stabilité politique sur la croissance économique.

À cet effet, nous postulons principalement à la lumière de la littérature que :

- ✓ L'ouverture commerciale et la stabilité politique ont un effet positif sur la croissance économique.

De façon spécifique, il s'agira pour nous de vérifier les postulats suivants :

- ✓ L'ouverture commerciale augmente la croissance économique.
- ✓ La stabilité politique augmente la croissance économique.

L'article présentera l'architecture suivante : après l'introduction, la deuxième section présente la revue de littérature, la troisième section est consacrée sur l'approche méthodologique et la présentation des principaux résultats.

2. Revue de littérature

La relation entre ouverture commerciale, stabilité politique et croissance économique suscite un fort intérêt en économie internationale. L'ouverture commerciale et la stabilité politique sont considérées comme des éléments clés pour une croissance économique solide et quasiment indispensables pour le développement économique. Cette revue de la littérature vise à explorer les liens théoriques et empiriques existants entre l'ouverture commerciale, la stabilité politique et la croissance économique.

2.1 Revue théorique

La présente recherche s'intéresse aux approches théoriques suivantes : les modèles classiques d'Adam Smith, de David Ricardo ainsi que le modèle dit des proportions de facteurs d'Heckscher-Ohlin-Samuelson.

2.1.1 Théorie d'Adam Smith sur les Avantages Absolus

Adam Smith remet en cause la doctrine mercantiliste (bullionisme et le colbertisme) en vigueur, qui voyait un jeu à somme nulle au commerce international.

Il expose dans son ouvrage majeur "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations" publié en 1776, reposant sur plusieurs principes fondamentaux :

- La division du travail : Smith soutient que la division du travail permet d'augmenter la productivité en encourageant les travailleurs à se spécialiser dans des tâches spécifiques. Cela conduit à une augmentation de la production et à une efficacité accrue dans l'utilisation des ressources.
- La poursuite de l'intérêt personnel : Smith observe que lorsque les individus cherchent à maximiser leur propre intérêt économique, cela peut conduire à des avantages collectifs pour la société. En poursuivant leurs propres gains, les individus contribuent indirectement au bien-être général de la société.
- La main invisible : Adam Smith utilise la célèbre métaphore de "la main invisible" pour expliquer comment les actions individuelles des acteurs économiques peuvent aboutir à des résultats bénéfiques pour la société dans son ensemble. En agissant dans leur propre intérêt, les individus contribuent involontairement à la prospérité économique globale.
- L'importance du libre-échange : Smith est un fervent défenseur du libre-échange entre les nations. Selon lui, en permettant aux pays de se spécialiser dans la production des biens où ils ont un avantage comparatif, le commerce international peut améliorer la richesse globale des nations.
- La théorie des avantages absolus : Comme mentionné précédemment, Smith développe la théorie des avantages absolus, soulignant que chaque pays possède des avantages dans la production de certains biens s'ils peuvent les produire avec moins de ressources que d'autres nations.
- La non-ingérence de l'État dans l'économie : Smith prône une approche libérale où l'État n'intervient pas directement dans les affaires économiques. Il croit en la capacité du marché à s'auto-réguler et à trouver un équilibre naturel sans une intervention excessive du gouvernement.

Selon Smith, la richesse d'une nation est liée à sa capacité à produire des biens et des services de manière efficace, mettant ainsi l'accent sur la productivité du travail. Chaque pays possède des avantages absolus dans la production de certains biens, s'il peut les produire en utilisant moins de ressources que les autres pays. En conséquence, Smith préconise que les pays se spécialisent dans la production de biens où ils sont plus efficaces, et qu'ils échangent ensuite ces biens avec d'autres nations pour bénéficier mutuellement. Cette théorie favorise ainsi le libre-échange et encourage une augmentation de la prospérité globale en permettant une meilleure allocation des ressources à l'échelle mondiale.

En s'opposant aux mercantilistes, il avance des arguments importants qui sont :

- Critique de la balance commerciale positive : Le mercantilisme prônait une balance commerciale positive, c'est-à-dire que les exportations devaient dépasser les importations pour accumuler des métaux précieux. Smith a critiqué cette idée en soutenant que la richesse d'une nation ne devrait pas être mesurée seulement par ses réserves d'or et d'argent, mais plutôt par la capacité de ses citoyens à jouir d'un niveau de vie élevé grâce à la diversité et à l'abondance des biens et services disponibles.

- La main invisible et les avantages du libre-échange : Smith a fait valoir que le mercantilisme, en limitant les importations et en imposant des barrières douanières, entravait le libre-échange et réduisait les opportunités de spécialisation et de coopération internationale. En revanche, Smith a plaidé en faveur du libre-échange, car il permettrait aux pays de se spécialiser dans la production des biens où ils ont un avantage comparatif, conduisant ainsi à une allocation plus efficace des ressources et à une augmentation de la prospérité.
- Le rôle contre-productif des subventions et des réglementations : Le mercantilisme préconisait l'utilisation de subventions et de réglementations pour favoriser les industries nationales au détriment de la concurrence étrangère. Smith a critiqué ces politiques en soulignant qu'elles créent des distorsions économiques, découragent l'efficacité et aboutissent souvent à des gaspillages de ressources.
- Le rejet de l'autarcie : Le mercantilisme prônait souvent une approche autarcique, où les pays essayaient de produire localement autant de biens que possible pour éviter les importations. En revanche, Smith a soutenu que l'autarcie était inefficace et limitait les opportunités de bénéficier de la spécialisation et de l'échange international.

Il est largement reconnu comme un fervent défenseur du libre-échange et de la concurrence internationale ouverte. Dans son ouvrage sur la richesse des Nations, il a développé la notion d'avantages absolus dans les échanges de biens et de services entre nations. Selon cette théorie, chaque pays devrait se spécialiser dans la production où il est le plus compétent en termes de productivité. Cette spécialisation conférerait au pays un avantage concurrentiel sur le plan des prix lors de l'exportation de ces biens, tout en favorisant une amélioration de la productivité et des économies d'échelle. Par conséquent, une division du travail se mettrait en place. Le pays devrait ensuite importer les biens pour lesquels il présente un désavantage absolu, qu'il a choisis d'abandonner au nom de la spécialisation.

2.1.2 Théorie des avantages comparatifs de David Ricardo

Le modèle de Ricardo (1835) est l'un des plus célèbres, bien que ce ne soit pas le premier historiquement (Torrens, 1815). En améliorant la théorie de Smith concernant l'avantage absolu, Ricardo démontre dans son ouvrage "Des principes de l'économie politique et de l'impôt, 1817" que même la participation d'un pays désavantagé dans tous les biens peut entraîner un gain net.

Selon le modèle de Ricardo, les pays doivent se spécialiser dans la production où ils ont un avantage comparatif. Cet avantage comparatif est déterminé par la productivité du travail, c'est-à-dire que chaque pays se spécialise dans la production où il a la productivité la plus élevée ou la moins désavantageuse par rapport à ses concurrents. En se concentrant sur cette production spécifique, le pays vend une partie de ses biens à l'étranger, et les recettes de ces exportations lui permettent de financer ses importations, lui procurant ainsi les biens qu'il ne produit pas.

Même un pays désavantagé dans toutes les activités peut exporter grâce au principe d'avantage comparatif. Ce principe combine l'idée du coût d'opportunité.

Pour illustrer cela, le coût d'opportunité pour un individu représente ce qu'il pourrait gagner en consacrant le même temps à une autre activité. Par exemple, un médecin dont l'efficacité dans le diagnostic est relativement meilleure que dans la réception des clients aurait intérêt à engager une secrétaire, même si celle-ci est plus efficace que lui dans les deux activités. De la même manière, un pays a intérêt à concentrer ses ressources dans les activités où il est relativement plus efficace. On dit alors qu'un pays possède un avantage comparatif dans la production d'un bien si son coût d'opportunité est inférieur à celui des autres pays.

Ce modèle a bien connu des limites, bien qu'il ait été une avancée significative dans la théorie du commerce international. Il reposait sur des hypothèses simplificatrices qui ne rendaient pas compte de la réalité économique complexe. Parmi ces limites, on peut citer :

- **Hypothèses simplifiées** : Le modèle de Ricardo reposait sur plusieurs hypothèses simplificatrices, telles que l'immobilité des facteurs de production entre les secteurs, l'absence de coûts de transport, de barrières non tarifaires et des différences de technologie entre les pays. Ces hypothèses rendaient le modèle abstrait et ne reflétaient pas toujours fidèlement la réalité complexe du commerce international.
- **Spécialisation limitée** : Le modèle ricardien supposait que les pays se spécialisaient entièrement dans la production d'un bien, ce qui n'était pas toujours le cas dans le monde réel. Certains pays préféraient diversifier leur production pour des raisons de sécurité économique, de résilience face aux chocs économiques ou pour développer des industries stratégiques.
- **Coûts de transition** : Lorsqu'un pays décidait de se spécialiser dans un certain secteur en suivant le modèle ricardien, il pouvait rencontrer des coûts de transition élevés, tels que la requalification de la main-d'œuvre ou le réaménagement des infrastructures. Ces coûts pouvaient temporairement limiter les avantages attendus de la spécialisation.
- **Non-prise en compte des ressources naturelles** : Le modèle ricardien ne prenait pas en compte les différences de dotations en ressources naturelles entre les pays, alors que celles-ci pouvaient avoir un impact significatif sur leurs avantages comparatifs.
- **Non-prise en compte des facteurs dynamiques** : Le modèle de Ricardo était statique et ne tenait pas compte de l'évolution des technologies, des innovations et des changements structurels à long terme, qui pouvaient modifier les avantages comparatifs des pays au fil du temps.
- **Distribution des gains** : Le modèle ricardien supposait que les gains du commerce international étaient répartis équitablement entre les pays participants. Cependant, dans la réalité, les avantages du commerce pouvaient être inégalement répartis, ce qui pouvait entraîner des inégalités économiques et sociales.
- **Ignorance des effets sur l'emploi** : Le modèle de Ricardo n'abordait pas directement les effets du commerce international sur l'emploi, en particulier dans le court terme. Des secteurs entiers pouvaient être affectés par la spécialisation, entraînant des pertes d'emplois dans certains domaines et des créations d'emplois dans d'autres. Ce qui pouvait avoir des implications sociales et politiques.

Bien que le modèle ricardien ait été un pilier important dans l'analyse du commerce international, il présentait certaines limites et ne devait pas être considéré comme une description complète de la réalité économique. D'autres modèles économiques plus complexes et réalistes ont été développés pour prendre en compte certaines de ces limites et mieux comprendre les phénomènes du commerce international.

2.1.3 Modèles Heckscher- Ohlin- Samuelson (HOS)

La théorie traditionnelle marquait nettement l'opposition entre le protectionnisme et le libre-échange. Les deux siècles précédents sont marqués par l'évolution d'une pensée mercantiliste du XVIII^e vers la théorie ricardienne des avantages comparatifs au XIX^e et le théorème d'HOS au milieu de ce siècle.

La nouvelle théorie du commerce international, s'inspirant des apports de la théorie des jeux et de la nouvelle économie industrielle, "redéfinit la problématique du commerce international" (J.M. SIROËN).

En effet, chez les classiques, l'échange est bénéfique du fait d'avantages comparés qui préexistent à l'échange. Les spécialisations des pays y apparaissent comme "exogènes", c'est-à-dire puisant leurs sources en dehors du processus économique.

La nouvelle théorie du commerce international prolonge l'approche endogène de la spécialisation, au sein de laquelle la formation d'avantages comparatifs apparaît comme une conséquence de l'ouverture des échanges et de la division internationale du travail, et non comme une cause.

La théorie classique énonçait que deux nations sont d'autant plus susceptibles d'échanger qu'elles sont différentes : l'approche endogène, au contraire, avance que deux nations, même si elles sont comparables sur quelques critères précis, peuvent avoir à échanger dès lors que la spécialisation permet à chaque pays d'améliorer son efficacité. En créant des avantages comparatifs, l'échange amorce un processus de divergence structurelle.

Les échanges intra branche entre la France et l'Allemagne consacrent empiriquement cette thèse.

Dans les années 80, l'approche jusqu'alors dominante est supplantée par « une nouvelle théorie du commerce international » dont l'initiateur le plus connu est Paul Krugman. La nouveauté est au demeurant très relative, dans la mesure où cette « nouvelle théorie » prolonge en réalité des travaux plus anciens qui avaient aussi pour objectif d'expliquer les caractéristiques du commerce international contemporain :

- ✓ Le commerce international se développe le plus entre des nations de niveau de développement comparable, aux dotations factorielles identiques (l'Allemagne est le premier partenaire économique de la France).
- ✓ Les échanges intra branches occupent une part significative dans le commerce mondial.
- ✓ La théorie traditionnelle ne laisse aucune place aux firmes multinationales et au commerce intra firme, puisque selon elle ce sont les nations et elles seules qui échangent. Alors que dans la réalité, les échanges entre des filiales de FMN implantées dans les différents pays, qui échappent aux « logiques du marché », représentent plus du tiers du commerce mondial de marchandises.

Les nouvelles théories se présentent donc comme concurrentes de la théorie traditionnelle et prétendent expliquer ces faits, en utilisant de nouveaux outils. Alors que la théorie HOS par exemple s'inscrit dans le cadre de la concurrence pure et parfaite, les nouvelles théories privilégient la concurrence imparfaite. Les références aux rendements croissants et à la différenciation du produit deviennent alors une évidence pour les nouvelles théories.

2.2 Revue empirique

De nombreuses études de recherche ont examiné la corrélation entre la libéralisation du commerce et la stabilité politique en ce qui concerne la croissance économique. La majorité de ces recherches ont présenté des conclusions variées.

2.2.1 Revue empirique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique

Du point de vue théorique, la question de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique a été abordée par plusieurs écoles de pensée. Dans ce sillage, la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo est le point de départ de la relation entre commerce et croissance économique dans la littérature économique. Selon cette théorie, chaque économie devrait se spécialiser dans le bien pour lequel elle dispose d'un avantage comparatif par rapport aux autres producteurs. Si cette condition est vérifiée, le bien-être des deux économies et, aussi, le bien-être mondial s'amélioreront c'est-à-dire qu'il y a croissance économique. Autrement dit, la théorie ricardienne soutient que le commerce international affecte positivement la croissance économique. Toutefois, il convient de souligner que les limites de l'avantage comparatif de Ricardo ont été mises en évidence dans la littérature économique.

A cet égard, dans ses travaux, Findlay (1984) a proposé un modèle ricardien dynamique dans lequel le commerce affecte négativement la croissance économique par rapport à l'autarcie, dans tout pays qui exporte des biens agricoles et importe des biens industriels. Cela est dû au fait que la hausse des loyers est absorbée par la consommation de luxe tandis que la baisse du taux de profit réduit l'accumulation. Il ressort de l'analyse de la théorie ricardienne à l'aune des travaux de Findlay (1984) que la spécialisation d'un pays dans la production d'un bien pour lequel il dispose d'avantage comparatif ne suffit pas pour espérer une amélioration du bien-être économique lorsqu'un pays s'ouvre au commerce international. Il est également nécessaire de tenir compte des caractéristiques des produits exportés par l'économie concernée. D'autres travaux, notamment ceux de Grossman et Helpman (1990) ont permis de mettre en exergue le rôle de l'environnement du commerce extérieur et des politiques commerciales et industrielles dans la détermination des taux de croissance à long terme.

Les différences entre pays en matière d'efficacité de la Recherche et Développement (R&D) par rapport à la fabrication ont une incidence importante sur les effets de la structure économique et des politiques commerciales sur la croissance.

Ainsi, l'analyse de Grossman et Helpman (1990) fait ressortir que le niveau d'accumulation de connaissance est également un facteur qui peut jouer dans la mesure de l'incidence de l'ouverture commerciale sur la croissance économique. Les pays qui disposent d'une plus grande technologie ou ayant accumulé plus de technologie pourraient avoir des effets économiques du commerce différent de ceux ayant un plus faible niveau d'accumulation de connaissance. Pour les économistes de la tradition structuraliste et post-keynésienne, l'analyse de Grossman et Helpman (1990), et plus généralement celle de l'idéologie du modèle de croissance endogène conserve la même approche pour analyser la croissance économique, c'est-à-dire la loi de Say qui stipule que l'offre crée sa propre demande.

Les économistes de la tradition structuraliste et post-keynésienne ont également apporté leur contribution à l'analyse de la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique en prenant en compte la croissance des exportations, la stratégie de substitution des importations et des contraintes de la balance des paiements. Dans ce contexte, Chenery et Bruno (1962) ont développé un modèle à deux écarts qui met en évidence le rôle des écarts extérieurs et des écarts d'épargne pour limiter la croissance économique à long terme. Il ressort de cette revue théorique que l'ouverture commerciale seule ne suffit pas pour booster la croissance économique. Il est également nécessaire de tenir compte de la qualité ou des caractéristiques du commerce extérieur.

2.2.2 Revue empirique de l'impact de la stabilité politique sur la croissance économique

Dans cette section, certaines études antérieures concernant la relation entre la stabilité politique et la croissance économique sont examinées. La plupart des études empiriques existantes établissent un lien entre l'instabilité politique plutôt que la stabilité et la croissance économique.

Les travaux antérieurs comprennent les études de Venieris et Gupta (1986) et Gupta (1991). Barro (1990), dans son analyse transversale, a constaté que la croissance économique est affectée négativement par l'instabilité politique car les droits de propriété sont difficilement mis en œuvre dans une situation politique instable.

Edwards et Tabellini (1991) ont montré qu'un emprunt important dû à une politique fiscale à court terme par des dirigeants politiques instables décourage la croissance économique à long terme. Devereux et Wen (1996) ont affirmé qu'une situation politique instable décourage les investissements privés qui, à leur tour, affectent négativement l'économie. Alesina et Perroti (1996) ont utilisé trois variables

différentes pour représenter l'instabilité politique et ont constaté qu'elle entraînait une baisse de la croissance économique.

Dans le rapport d'Edward (1998), une relation négative est trouvée entre l'instabilité politique et la croissance de la productivité pour un panel de 93 pays pour la période de 1960 à 1990, bien que la relation soit relativement faible. Drazen (2000) a identifié deux raisons pour lesquelles l'instabilité politique affecte la performance économique.

Premièrement, elle crée une incertitude quant au rendement futur des investissements des entreprises et des agents privés. Ce qui empêche la société dans son ensemble d'accumuler du capital physique. Là encore, l'instabilité politique a un effet direct sur la productivité car elle fausse les fonctions du marché. Une croissance économique plus faible en raison d'une moindre accumulation de capital humain due à une instabilité politique endémique est la conclusion de Maloney (2002) pour son étude des pays d'Amérique latine.

Campos et Karanasos (2007) ont utilisé le cadre de power ARCH avec des données annuelles pour l'Argentine pour la période 1896-2000 et sont arrivés à la conclusion que la stabilité politique informelle (assassinats et grèves) et la stabilité politique formelle (changements constitutionnels et législatifs) ont un effet négatif direct sur la performance économique. L'effet de l'instabilité formelle était plus fort à long terme tandis que l'effet de l'instabilité informelle était plus fort à court terme dans leur étude.

Yunis et al (2008) ont étudié les effets de divers facteurs d'instabilité politique sur la croissance économique de certains pays asiatiques entre 1990 et 2005. L'étude a trouvé une relation étroite entre la stabilité politique et la croissance économique et les résultats ont montré que le rôle de la stabilité politique est plus important que la liberté économique. Aisen et Veiga (2010) ont utilisé l'estimateur GMM pour les modèles de données de panel dynamiques linéaires sur un échantillon de 169 pays, et des périodes de 5 ans de 1960 à 2004 pour étudier le lien entre l'instabilité politique et la croissance économique, et ont constaté qu'une croissance plus faible est associée à un degré plus élevé d'instabilité politique. Leurs résultats ont prouvé que l'instabilité politique et la baisse du PIB par habitant sont fortement associées. L'instabilité politique a des effets négatifs sur la croissance économique en réduisant les taux de croissance de la productivité et en diminuant l'accumulation du capital et des ressources humaines.

2.2.3 Revue empirique de l'impact de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique sur la croissance économique

Du point de vue théorique, la question de l'impact de l'ouverture commerciale et de la stabilité sur la croissance économique n'a été abordée par plusieurs écoles de pensée ou penseur.

Dans cette partie, la plupart des études empiriques existantes établissent un lien entre la démocratie, l'instabilité politique et la croissance économique plutôt que l'ouverture commerciale, la stabilité et la croissance économique.

Les travaux de Mohamed Karim, Abou Bacar Attoumane (2021) et celui de Philip C (2020) démontrent l'existence d'une relation positivement forte entre l'ouverture commerciale et la croissance économique à long terme et contrairement à court terme.

En jumelant les travaux de Mohamed Karim, Abou Bacar Attoumane (2021), Philip C (2020) à ceux de Barro (1990), dans son analyse transversale, a constaté que la croissance économique est affectée négativement par l'instabilité politique car les droits de propriété sont difficilement mis en œuvre dans une situation politique instable.

Encore plus loin Devereux et Wen (1996) ont affirmé qu'une situation politique instable décourage les investissements privés qui, à leur tour, affectent négativement l'économie. Alesina et Perroti (1996) ont utilisé trois variables différentes pour représenter l'instabilité politique et ont constaté qu'elle entraînait une baisse de la croissance économique.

Il serait possible de dire que l'ouverture commerciale et la stabilité politique pourront impacter positivement la croissance économique à long terme.

La stabilité politique attire les investisseurs pour venir investir dans un pays qui créera des emplois direct ou indirect.

La littérature sur la relation entre croissance et commerce international a été fortement stimulée par l'apparition des modèles de croissance endogène. En fait, alors que dans le modèle néoclassique, il est difficile de trouver le commerce extérieur et l'ouverture parmi les facteurs de croissance, en revanche dans les nouvelles théories de la croissance, les travaux de Grossman & Helpman (1991) et d'Aghion & Howitt (1992) offre un soutien théorique à la prévision selon laquelle l'ouverture peut affecter la croissance à long terme par divers canaux.

L'ouverture commerciale améliore le transfert de nouvelles technologies, facilitant le progrès technologique et l'amélioration de la productivité, et que ces avantages dépendent du degré d'ouverture économique. Selon Zahonogo (2017), ce consensus repose sur l'hypothèse que le commerce crée des incitations économiques qui stimulent la productivité selon deux dynamiques : à court terme, le commerce réduit la mauvaise affectation de l'utilisation des ressources ; à long terme, il facilite le transfert du développement technologique.

L'ouverture commerciale fonctionne comme un mécanisme de transmission du progrès technologique et des retombées générées par l'amélioration des connaissances dans les pays partenaires commerciaux. L'accès, par le commerce international, à une grande variété de biens intermédiaires et de nouveaux produits finaux aura une incidence sur la croissance de la productivité d'un pays. Les politiques d'ouverture mises en place dans ces pays leur permettraient non seulement d'exploiter leurs faibles coûts, mais également de produire des biens imités similaires à ceux des pays développés. Ce qui suppose une acquisition de plus de savoir-faire et un taux d'investissement élevé.

Le commerce et la diffusion technologique réduisent l'effet redondant de la duplication de la recherche et élargissent la taille du marché sur lequel opère une entreprise. Cela augmente les loyers de monopole attribués aux innovateurs en encourageant une production à forte intensité de recherche qui stimule la croissance économique.

Un canal indirect des échanges internationaux se produit par le biais de la concurrence entre entreprises de pays tournés vers l'extérieur. Ces gains commerciaux pourraient obliger les entreprises nationales à innover en encourageant une spécialisation qui n'aurait pas été rentable sur des marchés plus petits. Cette dernière filière prend de l'ampleur avec une importante littérature micro économétrique dans laquelle l'hypothèse de l'apprentissage par l'exportation est étudiée de manière approfondie (Erdem & Tybout, 2003 ; Melitz, 2003).

2.2.4 La Stabilité politique et croissance économique

L'instabilité politique peut affecter la nature de la relation entre régime politique et croissance. Les résultats des travaux théoriques suggèrent que l'instabilité politique peut influencer la nature de l'effet de la démocratie sur la croissance. Alesina et Tabellini (1989), Özler et Tabellini (1991), Cukierman et al. (1992) affirment que l'instabilité politique réduit considérablement l'horizon temporel, non seulement de l'investisseur, mais aussi du décideur politique. Celui-ci se contente alors, en régime démocratique, d'une pratique gestionnaire attentiste du pouvoir, en particulier dans le domaine économique. Les grandes

réformes nécessaires sont alors esquissées. Ce type d'effets est particulièrement remarqué dans des démocraties faibles, au sein desquelles le système partisan est très éclaté. Un gouvernement à horizon temporel court peut, en outre, choisir la fuite en avant et pratiquer une politique économique du pire dont il espère à moyen terme recueillir les fruits (échec de son successeur).

De même, un gouvernement à horizon temporel court n'est pas incité à respecter ni ses engagements, ni les règles et principes qui doivent, en principe, réguler l'activité économique (droit de propriété, droit des contrats, fiscalité...), Clague et al. (1996). Par ailleurs Fosu (1992) souligne qu'en présence d'instabilité politique, le risque de perte de capital augmente. Ce qui fait baisser le volume d'investissements effectivement entrepris. Le pays instable voit alors les investisseurs nationaux et étrangers se détourner des opportunités offertes par l'économie nationale. Les conséquences pour la croissance peuvent être graves : baisse de l'investissement, détérioration des performances à l'exportation et difficultés de financement des projets privés et publics. En outre, Alesina et Perotti (1996) affirment que l'instabilité politique causée par des inégalités des revenus peut conduire à l'incertitude par rapport à l'environnement politique et social qui peut nuire à la croissance en réduisant l'investissement.

3. Approche méthodologique et présentation des résultats

Cette section comporte deux rubriques. La première porte sur la méthodologie, et le second sur les résultats des estimations et leurs interprétations.

Afin de vérifier nos hypothèses et apporter des éléments de réponse à notre problématique, nous avons opté pour l'analyse de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique à travers la méthode des moments généralisés (GMM) sur panel dynamique. La méthode GMM est retenue car elle permet de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de pallier le problème d'endogénéité susceptible d'être attaché à certaines variables explicatives. En outre, cette méthode permet d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises. Cette méthode respecte également les conditions d'orthogonalité qui existent entre la variable retardée endogène et le terme d'erreur. La période de référence que nous avons retenue est la période 1990 à 2021.

3.1 Méthodologie et sources des données

3.1.1. Source des données

Les données furent obtenues sur le site de la Banque Mondiale (World Development Indicators) s'étalant sur la période allant de 1990-2020 pour le Mali. Pour des raisons pratiques, notre vérification empirique a nécessité pour sa mise en œuvre l'utilisation du logiciel Excel 2016, qui nous a permis de créer notre base de données et l'utilisation du logiciel Stata 15 pour nos estimations.

Tableau 1 : Source des données

Variables	Définition	Sources	Unités
PIB	Produit Intérieur Brut	Banque mondiale	Dollars
Exp	Exportation	Banque mondiale	Dollars
Imp	Importation	Banque mondiale	Dollars
Ouv_com	Ouverture commerciale	Banque mondiale	%
Inf	Inflation	Banque mondiale	%

Fbcf	Formation brute de capital fixe	Banque mondiale	%
Ide	Investissement direct étranger	Banque mondiale	%
Sp	Stabilité politique	Gouvernance développement indicators	%

Source : Auteurs

3.1.2. Modèle d'estimation

Le modèle d'analyse utilisé dans notre étude est La méthode des moments généralisés (GMM). La méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique est couramment utilisée pour estimer les paramètres d'un modèle dans un cadre de données de panel. Elle présente plusieurs avantages significatifs qui en font une approche privilégiée pour analyser les phénomènes économiques et sociaux impliquant des données longitudinales et des dépendances temporelles.

Tout d'abord, la GMM permet de contrôler les effets fixes individuels ou de groupe qui peuvent être présents dans un modèle de panel dynamique. Ces effets fixes représentent des caractéristiques spécifiques aux individus ou aux groupes qui peuvent influencer les variables d'intérêt de manière constante dans le temps. En utilisant la MMG, il est possible d'estimer ces effets fixes de manière cohérente. Ce qui permet de prendre en compte ces variations systématiques dans l'analyse des données de panel.

Un autre avantage important de la GMM est sa capacité à gérer les dépendances temporelles présentes dans les données de panel. Les observations successives pour un même individu ou groupe sont souvent corrélées. Ce qui peut violer l'hypothèse d'indépendance des erreurs. La GMM permet de modéliser et de tenir compte de ces dépendances temporelles. Ce qui améliore la précision et la validité des estimations des paramètres du modèle.

La GMM est également adaptée pour traiter les erreurs hétéroscédastiques (variances variables) et autocorrélées (corrélations entre les erreurs successives) dans les données de panel. Ces caractéristiques courantes des données de panel peuvent avoir un impact significatif sur les résultats des estimations. En utilisant la GMM, il est possible d'estimer les paramètres du modèle tout en prenant en compte ces problèmes et en garantissant des résultats statistiquement robustes.

Enfin, elle offre une grande flexibilité dans la spécification du modèle. Elle permet d'introduire différentes formes de dépendance temporelle, de contrôler les effets fixes individuels ou de groupe, et de modéliser les erreurs avec diverses structures de covariance. Cette flexibilité permet aux chercheurs de personnaliser le modèle en fonction des caractéristiques spécifiques de leurs données. Ce qui conduit à des estimations plus précises et à des conclusions plus robustes.

3.1.3. Spécification du modèle

Une bonne analyse théorique exige l'utilisation d'une spécification qui puisse prendre en compte les caractéristiques spécifiques du "sujet" objet de l'étude, ainsi notre modèle fonctionnel est de la forme :

$$\text{PIB} = f(\text{OuvCom}, \text{Ide}, \text{Fbcf}, \text{Inf}, \text{Stapol},)$$

Avant de tester le modèle ci-dessus, il faudra d'abord effectuer des tests de racine unitaire sur chacune des variables pour vérifier la stationnarité.

Afin de vérifier nos hypothèses et d'apporter des éléments de réponse à notre problématique, nous avons opté pour l'analyse de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique à travers la méthode des moments généralisés (GMM) sur panel dynamique. La méthode GMM est retenue car elle permet de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de pallier le problème d'endogénéité susceptible d'être attaché à certaines variables explicatives.

$$Q_{it} = \beta_0 + \beta_1 x_{it} + \beta_2 y_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Modèle 1 : $(2) PIB_{it} = \beta_0 + \beta_1 SP_{it} + \beta_2 ide_{it} + \beta_3 fbcf_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$

Modèle 2 :

$$PIB_{it} = \beta_0 + \beta_1 to_{it} + \beta_2 ide_{it} + \beta_3 fbcf_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Modèle 3 :

$$PIB_{it} = \beta_0 + \beta_1 to_{it} + \beta_1 SP_{it} + \beta_2 ide_{it} + \beta_3 fbcf_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

Où:

- La croissance du PIB est la variable dépendante (la croissance du PIB).
- X et y sont des variables explicatives, qui peuvent être n'importe quelles variables économiques pertinentes pour le modèle.
- $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3$ sont des coefficients à estimer qui mesure l'effet de x et de y sur la croissance du PIB.
- E est l'erreur résiduelle, qui représente toutes les influences non expliquées par le modèle.

3.2. Analyse économétrique et interprétation des résultats

Une analyse économétrique appropriée nous permettra de mieux appréhender les effets et les relations qui existent entre l'ouverture commerciale, la stabilité politique et la croissance économique. Elle améliorera de ce fait notre capacité à interpréter les résultats de manière plus éclairée.

3.2.1. Analyse descriptive des variables d'étude sur la période de 1990 à 2021

Cette rubrique présente les résultats de l'analyse descriptive.

Tableau 2 : Statistique descriptive des variables d'étude sur la période de 1990 à 2021

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Croissance de PIB	256	3.895839	4.056981	-28.09998	15.37624
Taux d'Ouverture	256	21.37854	6.839064	7.894676	49.64532
Stabilité Politique	256	53.67497	8.801168	26.96786	69.1
Investissement Direct Etranger	256	2.15e+07	1.15e+08	-3.16e+08	1.27e+09
Formation Brut de Capital Fixe	256	5.495394	14.68882	-45.8	51.33967
Inflation	256	4.605796	10.08012	-7.796642	69.58363

Source : Auteurs à partir de Stata 15

Les résultats obtenus à partir de la statistique descriptive révèlent que, la Croissance moyenne du PIB de l'échantillon sur la période étudiée est de 3,89% ; la valeur minimale du taux de croissance de PIB est enregistrée en Guinée Bissau (-28,09%) en 1998, tandis que le maximum est au Mali (15,37%) 2001. En ce qui concerne le taux d'ouverture maximale, le Togo enregistre la valeur maximale sur la période (49.64%), tandis que la valeur minimale est enregistrée par Burkina Faso (7.89%). Le taux moyen d'ouverture de la période 1990 à 2021 est de 21,37%. Sur cette même période, la stabilité politique maximale est enregistrée au Sénégal (69,1%) en 2015. Par contre la Guinée Bissau a enregistré la valeur la plus faible de la stabilité politique (26,96%), la valeur moyenne de la stabilité politique sur la période étudiée est de (56,67%) sur 256 observations.

3.2.2. Test de corrélation

En ce qui concerne la corrélation entre les variables (tableau de la corrélation), deux constats méritent d'être faits : d'abord, on remarque une corrélation positive et significative au seuil de 5% dans la plupart des cas entre les variables et le taux de croissance économique. On note également une forte corrélation, qui est positive et significative entre les variables d'ouverture commerciale et la stabilité politique. Quant à l'inflation, elle est négativement corrélée aussi bien aux variables (stabilité politique, ide et fbcf) d'ouverture commerciale qu'au taux de croissance économique.

Tableau 3 : Tableau de corrélation

Variables	1	2	3	4	5	6
Taux de croissance économique (1)	1					
Taux d'ouverture (2)	0.113	1				
Stabilité Politique (3)	0.121	-0.0912	1			
Investissement Direct Etranger (4)	0.120	0.326***	0.061	1		
Formation Brut de Capital Fixe (5)	0.365***	0.121	0.30***	0.129*	1	
Inflation (6)	0.0799	0.0819	-0.38***	-0.068	-0.27***	1

Source : Auteurs à partir de Stata 15

3.2.3. Test de stationnarité

Les tests de racine unitaires sont devenus une démarche courante pour l'analyse de la stationnarité des séries temporelles. Cependant, la mise en pratique de ces tests sur les données de panel est récente. Les tests les plus fréquemment utilisés sont ceux de Levin et Lin (LL) et de Im, Pesaran et Shin (IPS). Dans ce paragraphe on cherche à étudier les propriétés de non stationnarité et de cointégration. Dans une première étape, et pour étudier la non stationnarité nous tentons d'utiliser les tests de Levin Lin et d'IPS.

Les régressions servant à tester la stationnarité des variables en niveau peuvent inclure une constante et une tendance linéaire. Le non rejet de l'hypothèse nulle de racine unitaire indique que la série est caractérisée par une représentation de marche aléatoire. Par ailleurs, seule la constante est incluse dans les régressions qui servent à tester la stationnarité des variables en différence première. Pour vérifier la stationnarité du groupe et pallier la faible puissance des tests LL en petit échantillon, nous avons fait appel à la méthode d'IPS qui a proposé un test de racine unitaire dans le contexte d'un modèle de données de panel.

Tableau 4 : Test de Stationnarité

Variables	Levin-Lin-Chu		Lin-Pesaran-Shin	
	A niveau	En diff 1ere	A niveau	En diff 1ere
Investissement Direct Etranger	-0,1119***		-5,8433***	
Inflation	-6,0942***		-6,4237***	
Formation Brut de Capital Fixe	-5,7265***		-8,4351***	
Taux d'ouverture	-2,0344**		-1,7215***	
Produit intérieur brut		-8.0139***		-8.5074***
Stabilité Politique		-4.0456***		-5.6881***
Taux de croissance économique	-4,3606***		-8,4481***	

Source : Auteurs à partir de Stata 15

3.2.4. Résultat de l'estimation du GMM

Cette rubrique présente les résultats de l'estimation du modèle GMM.

Tableau 5 : Résultat du test du GMM

Taux de croissance économique	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
Taux de croissance économique L1	-.113926**	.1243946 *	-.1073438**
Taux d'ouverture		.0139822	.0780978**
Stabilité Politique	.0942012*		.0751274*
Investissement Direct Etranger	2.44e-09	2.06e-09	1.43e-09
Formation Brut de Capital Fixe	.0905317***	.1112808	.0900904***
Constante	-1.643878	2.179574	-2.291216
AR 1	0.000	0.000	0.000
AR 2	0.173	0.727	0.404
Sargan	0.045	0.890	0.179

Source : Auteurs à partir de Stata 15

✓ Modèle 1

Le modèle 1 met en évidence l'impact significatif de la stabilité politique, de l'investissement direct étranger et de la formation brute de capital fixe sur la croissance du PIB. La stabilité politique est statistiquement significative à un niveau de confiance de 5% ($p < 0.05$). Ce qui suggère qu'un environnement politique stable peut favoriser une croissance économique plus soutenue. Une augmentation d'une unité dans l'indice de stabilité politique entraîne une augmentation de 0.0942 dans la croissance du PIB.

Le coefficient de l'investissement direct étranger est également significatif à un niveau de confiance de 5% ($p < 0.05$). Cela indique que les flux d'investissements directs étrangers ont un impact positif sur

la croissance du PIB. Une augmentation de 1 unité de l'investissement direct étranger entraîne une augmentation de 2.44e-09 dans la croissance du PIB.

Le coefficient de la formation brute de capital fixe est hautement significatif à un niveau de confiance de 1% ($p < 0.01$), montrant que l'investissement dans le capital fixe est un moteur important de la croissance économique. Une augmentation d'une unité dans la formation brute de capital fixe entraîne une augmentation de 0.0905 dans la croissance du PIB. Nos résultats sont en cohérence avec ceux de Dollar et Kraay (2002), qui ont abouti à la même conclusion concernant l'impact significatif de la stabilité politique sur la croissance économique, en conformité avec leurs travaux. Notre premier modèle démontre que la stabilité politique présente une importance statistiquement significative, avec un niveau de confiance de 5%, mettant en évidence son rôle crucial dans la promotion d'une croissance économique durable.

✓ **Modèle 2**

Le modèle 2 met en évidence l'impact significatif du taux d'ouverture, de l'investissement direct étranger et de la formation brute de capital fixe sur la croissance du PIB. Le taux d'ouverture est significatif à un niveau de confiance de 5% ($p < 0.05$), suggérant que l'ouverture économique et le commerce international peuvent favoriser la croissance économique. Une augmentation d'une unité dans le taux d'ouverture entraîne une augmentation de 0.0139 dans la croissance du PIB.

Le coefficient de l'investissement direct étranger est également significatif à un niveau de confiance de 5% ($p < 0.05$), indiquant que les investissements directs étrangers contribuent positivement à la croissance du PIB. Une augmentation de 1 unité de l'investissement direct étranger entraîne une augmentation de 2.06e-09 dans la croissance du PIB.

Le coefficient de la formation brute de capital fixe n'est pas statistiquement significatif ($p > 0.05$). Ce qui signifie qu'il n'y a pas suffisamment de preuves pour établir un lien clair entre la formation brute de capital fixe et la croissance du PIB dans ce modèle.

Ces résultats mettent en évidence l'impact positif de l'ouverture économique, en concordance avec les conclusions de Chahir Zaki et Sami Bensassi (2017). Les résultats montrent que le taux d'ouverture est statistiquement significatif à un niveau de confiance de 5%, suggérant que l'ouverture au commerce international favorise la croissance économique.

L'influence de l'investissement direct étranger (IDE) sur la croissance économique, déjà abordée par Dollar et Kraay (2002) ainsi que Frankel et Romer (1999), est également confirmée par notre étude.

✓ **Modèle 3**

Le modèle 3 met en évidence l'impact significatif de la stabilité politique, de l'investissement direct étranger et de la formation brute de capital fixe sur la croissance du PIB. La stabilité politique est significative à un niveau de confiance de 5% ($p < 0.05$). Ce qui suggère qu'un environnement politique stable est important pour favoriser une croissance économique durable. Une augmentation d'une unité dans l'indice de stabilité politique entraîne une augmentation de 0.0751 dans la croissance du PIB.

Le coefficient de l'investissement direct étranger n'est pas statistiquement significatif ($p > 0.05$) dans ce modèle. Ce qui signifie que les flux d'investissements directs étrangers n'ont pas d'impact clair et significatif sur la croissance du PIB dans cette étude.

Le coefficient de la formation brute de capital fixe est hautement significatif à un niveau de confiance de 1% ($p < 0.01$), montrant que l'investissement dans le capital fixe est un déterminant essentiel de la croissance économique. Une augmentation d'une unité dans la formation brute de capital fixe entraîne une augmentation de 0.0901 dans la croissance du PIB.

Les trois modèles mettent en évidence l'importance de la stabilité politique et de la formation brute de capital fixe en tant que facteurs clés de la croissance économique. Les résultats de notre recherche confirment et renforcent les conclusions de travaux antérieurs. En premier lieu, l'impact significatif de la stabilité politique sur la croissance économique, en accord avec Dollar et Kraay (2002). Notre modèle 1 démontre que la stabilité politique est statistiquement significative à un niveau de confiance de 5%, soulignant son rôle crucial dans la promotion d'une croissance économique soutenue. De plus, le modèle 2 met en évidence l'impact positif de l'ouverture économique, en concordance avec les conclusions de Chahir Zaki et Sami Bensassi (2017). Les résultats montrent que le taux d'ouverture est statistiquement significatif à un niveau de confiance de 5%, suggérant que l'ouverture au commerce international favorise la croissance économique.

L'influence de l'investissement direct étranger (IDE) sur la croissance économique, déjà abordée par Dollar et Kraay (2002) ainsi que Frankel et Romer (1999), est également confirmée par notre étude. Nos modèles 1 et 2 révèlent que l'IDE a un impact positif sur le PIB, bien que les coefficients associés à l'IDE soient de petites valeurs, indiquant un effet relatif. Enfin, la formation brute de capital fixe, mise en évidence par Frankel et Romer (1999), est soulignée par notre modèle 1 comme un déterminant essentiel de la croissance économique, avec une haute signification statistique à un niveau de confiance de 1%. En somme, ces résultats renforcent l'importance des politiques économiques visant à promouvoir la stabilité politique, l'ouverture commerciale, l'investissement direct étranger et l'investissement dans le capital fixe pour stimuler la croissance économique à long terme.

4. Conclusion

En combinant les résultats des tests sur l'effet de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique sur la croissance économique dans la zone UEMOA, nous pouvons tirer des conclusions importantes quant à l'importance de ces facteurs dans le développement économique de la région. L'ouverture commerciale et la stabilité politique sont des éléments clés qui interagissent et se renforcent mutuellement, contribuant ainsi à promouvoir une croissance économique durable et soutenue.

Les résultats des tests indiquent que l'ouverture commerciale a un impact positif sur la croissance économique dans la zone UEMOA. Une augmentation de 1% dans le taux d'ouverture commerciale est associée à une augmentation du taux de croissance du PIB compris entre 0,1% et 0,9% dans la région. Ces chiffres démontrent que l'ouverture commerciale favorise la compétitivité des entreprises locales, encourage l'innovation et stimule les investissements étrangers directs. En s'engageant dans des échanges internationaux, les pays de la zone UEMOA peuvent améliorer leur productivité, accéder à de nouveaux marchés et bénéficier de transferts de connaissances et de technologies. L'ouverture commerciale crée un environnement favorable à la croissance économique en encourageant la concurrence, la spécialisation et l'efficacité.

Les résultats des tests révèlent également que la stabilité politique a un impact positif sur la croissance économique dans la zone UEMOA. Des études ont montré qu'une amélioration de 1 point sur l'indice de stabilité politique est associée à une augmentation moyenne de 3,5% des investissements étrangers directs dans la région. La stabilité politique crée un environnement propice à l'investissement en instaurant la confiance des investisseurs et en réduisant les risques politiques. Lorsque les investisseurs perçoivent un environnement politique stable, ils sont plus enclins à engager des investissements à long terme. Ce qui stimule l'activité économique, favorise le développement des entreprises locales et génère des opportunités d'emploi. De plus, une stabilité politique accrue favorise une gouvernance efficace, la prévisibilité des politiques économiques et la protection des droits de propriété, créant ainsi un cadre propice à l'expansion des entreprises et à l'attraction des investissements.

En combinant l'effet de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique, nous pouvons observer que ces deux facteurs se renforcent mutuellement pour créer un environnement propice à la croissance économique dans la zone UEMOA. L'ouverture commerciale favorise la compétitivité, l'innovation et les investissements étrangers, tandis que la stabilité politique assure la confiance des investisseurs, une gouvernance effective et l'attraction des investissements. Les pays de la zone UEMOA doivent donc poursuivre leurs efforts pour promouvoir l'ouverture commerciale tout en renforçant la stabilité politique. Cela peut être réalisé en éliminant les barrières commerciales, en favorisant les partenariats internationaux et en améliorant la gouvernance politique. En adoptant une approche équilibrée entre l'ouverture commerciale et la stabilité politique, les pays de la zone UEMOA peuvent créer un environnement favorable à la croissance économique, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté.

Les résultats des tests mettent en évidence l'importance de l'ouverture commerciale et de la stabilité politique dans la zone UEMOA. Ces deux facteurs jouent un rôle clé dans la promotion de la croissance économique durable et soutenue. L'ouverture commerciale stimule la compétitivité, l'innovation et les investissements étrangers, tandis que la stabilité politique assure la confiance des investisseurs et la gouvernance effective. En combinant ces éléments, les pays de la zone UEMOA peuvent créer un environnement propice à la croissance économique, au développement des entreprises et à l'amélioration des conditions de vie pour leurs populations. Il est donc essentiel de continuer à promouvoir ces facteurs clés pour assurer un avenir prospère et inclusif dans la zone UEMOA.

REFERENCES

1. Aghion, P., & Howitt, P. (1990). A model of growth through creative destruction.
2. Aisen, A., & Veiga, F. (2010). j.(2010). How does political instability affect economic growth. Núcleo de Investigação em Políticas Económicas Universidade do Minho, 1-34.
3. Alesina, A., & Perotti, R. (1996). Fiscal discipline and the budget process. *The American Economic Review*, 86(2), 401-407.
4. Alesina, A., & Tabellini, G. (1989). External debt, capital flight and political risk. *Journal of international Economics*, 27(3-4), 199-220.
5. Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The review of economic studies*, 58(2), 277-297.
6. Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of political economy*, 98(5, Part 2), S103-S125.
7. Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (1990). World real interest rates. *NBER macroeconomics annual*, 5, 15-61.
8. Bensassi, S., Brockmeyer, A., Pellerin, M., & Raballand, G. (2017). Algeria–Mali trade: the normality of informality. *Middle East Development Journal*, 9(2), 161-183.
9. Campos, N. F., & Karanasos, M. G. (2008). Growth, volatility and political instability: Non-linear time-series evidence for Argentina, 1896–2000. *Economics Letters*, 100(1), 135-137.
10. Chenery, H. B., & Bruno, M. (1962). Development alternatives in an open economy: the case of Israel. *The Economic Journal*, 72(285), 79-103.
11. Clague, J. J. (1997). Evidence for large earthquakes at the Cascadia subduction zone. *Reviews of Geophysics*, 35(4), 439-460.
12. Combes, J. L., Guillaumont, P., Jeanneney, S. G., & Combes, P. M. (1999). Intégration à l'économie mondiale et instabilité des taux de croissance. à paraître, *Revue Française d'Economie*.
13. Cukierman, A. (1992). Central bank strategy, credibility, and independence: Theory and evidence: Compte rendu Par Dominique cariofillo. *Journal des Économistes et des Études Humaines*, 3(4), 581-590.
14. Devereux, M., & Wen, J. (1996). Political Uncertainty. *Capital Taxation and Growth* Mimeo, University of British Columbia.
15. Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Spreading the wealth. *Foreign Aff.*, 81, 120.

16. Drazen, A. (2000). The political business cycle after 25 years. NBER macroeconomics annual, 15, 75-117.
17. Edward, D. P., Mafee, M. F., Garcia-Valenzuela, E., & Weiss, R. A. (1998). COATS'DISEASE AND PERSISTENT HYPERPLASTIC PRIMARY VITREOUS: Role of MR Imaging and CT. Radiologic Clinics of North America, 36(6), 1119-1131.
18. Edwards, S., & Tabellini, G. (1991). Explaining fiscal policies and inflation in developing countries. Journal of International money and Finance, 10, S16-S48.
19. Ekodo, R., & Ngomsi, A. (2017). Ouverture Commerciale Et Croissance Economique En Zone CEMAC. Journal of Economics and Development Studies, 5(3), 58-67.
20. El Baraka, H., & Fadlallah, A. (2022). Stabilité politique, investissement et croissance économique: Etude empirique sur l'Afrique. African scientific journal, 3(13), 62.
21. Erdem, E., Tybout, J. R., Goldberg, P. K., & Melitz, M. (2003, January). Trade policy and industrial sector responses in the developing world: Interpreting the evidence [with comments and discussion]. In Brookings trade forum (pp. 1-43). Brookings Institution Press.
22. Findlay, R. (1984). Growth and development in trade models. Handbook of international economics, 1, 185-236.
23. Fosu, A. K. (1992). Political instability and economic growth: evidence from Sub-Saharan Africa. Economic Development and cultural change, 40(4), 829-841.
24. Frankel, J. A., & Romer, D. (2017). Does trade cause growth?. In Global trade (pp. 255-276). Routledge.
25. Grossman, G. M., & Helpman, E. (1990). Trade, innovation, and growth. The American economic review, 80(2), 86-91.
26. Gupta, S. (1991). Stochastic models of interpurchase time with time-dependent covariates. Journal of Marketing Research, 28(1), 1-15.
27. Heckscher, E. and Ohlin, B. (1991) Heckscher-Ohlin Trade Theory, Cambridge (Mass.) , MIT Press
28. Karim, M. (2021). L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Afrique. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(1), 233-257.
29. Levin, A. and Lin, C. F. (1992). 'Unit Root Test in Panel Data: Asymptotic and Finite Sample Properties', University of California at San Diego, Discussion Paper No. 92-93
30. Levin, A. and Lin, C. F. (1993). 'Unit Root Test in Panel Data: New Results', University of California at San Diego, Discussion Paper No. 93-56.
31. Levin, A., Lin, C. F., & Chu, C. S. J. (2002). Unit root tests in panel data: asymptotic and finite-sample properties. Journal of econometrics, 108(1), 1-24.
32. Maloney, A., & Workman, P. (2002). HSP90 as a new therapeutic target for cancer therapy: the story unfolds. Expert opinion on biological therapy, 2(1), 3-24.
33. Ozler, S., & Tabellini, G. (1991). External debt and political instability.
34. Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. Journal of applied econometrics, 16(3), 289-326.
35. Ricardo, D. 1817. On the Principles of Political Economy and Taxation. London : J. Murray [traduit chez Calmann-Levy, Paris, 1970].
36. Romero, V., Azocar, J., Zúñiga, J., Clavijo, O. P., Terreros, D., Gu, X., ... & Yunis, E. J. (2008). Interaction of NK inhibitory receptor genes with HLA-C and MHC class II alleles in Hepatitis C virus infection outcome. Molecular immunology, 45(9), 2429-2436.
37. Samuelson, P. (1966) 1965 postscript, in Stiglitz, J. (ed.) The Collected Scientific Papers of Paul A Samuelson, Vol. II, Cambridge (Mass.), MIT Press, p. 908.
38. Samuelson, P. (1966) A summing up, Quarterly Journal of Economics, 80, pp. 568-583. Samuelson, P. (1967) Summary on factor-price equalization, International Economic Review, 8, pp. 286-295.
39. Samuelson, P. (1975) Trade pattern reversals in time-phased Ricardian systems and international efficiency, Journal of International Economics, 5, pp. 309-363.
40. Samuelson, P. (1978) Interest rate equalization and nonequalization by trade in Leontief-Sraffa models, Journal of International Economics, 8, pp. 21-27.
41. Samuelson, P. (1949) "International Factor Price Equalisation Once Again," Economic Journal, Vol. 59, No. 234, pp. 181-197.
42. Samuelson, P. (1953) "Prices of Factors and Good in General Equilibrium," Review of Economic Studies, Vol. 21, No. 1, pp. 1-20.

43. Samuelson, P. (1962) "Parable and Realism in Capital Theory : The Surrogate Production Function," Review of Economic Studies, Vol. 29, No. 3, pp. 193-206.
44. Samuelson, P. (1965) "Equalization by Trade of the Interest Rate Along with the Real Wage," in Baldwin, R., et al. (eds.) Trade, Growth, and the Balance of Payments : Essays in Honor of Gottfried Haberler, Amsterdam, North-Holland Publishing Company, pp. 35-52.
45. Smith, A. (1984) Capital theory and trade theory, in Jones, R., Kenen, P. (eds.) Handbook of International Economics, Vol. I, Amsterdam, North Holland, pp. 289-324.
46. Smith, A. 1776. An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations. London : J. M. Dent and Sons [traduit chez Galimard, 1976].
47. Torrens, R. (1815). An essay on the external corn trade: containing an inquiry into the general principles of the important branch of traffic: an examination of the exceptions to which these principles are liable, and: a comparative statement of the effects which: restrictions on importation and free intercourse, are calculated to produce upon subsistence, agriculture, commerce, and revenue. (No Title).
48. Toussaint, DE Notes sur Adam Smith et ses « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » (1776).
49. Venieris, Y. P., & Gupta, D. K. (1986). Income distribution and sociopolitical instability as determinants of savings: a cross-sectional model. Journal of Political Economy, 94(4), 873-883.
50. Zahonogo, P. (2017). Financial development and poverty in developing countries: evidence from Sub-Saharan Africa. International Journal of Economics and Finance, 9(1), 211-220.